

premier ministre. Quelles mesures prend-il par suite de la réception, samedi, d'un mémoire dénonçant les poursuites contre des poètes et des intellectuels ukrainiens et leur emprisonnement en Union soviétique?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Je saisis toute l'importance de la question du député d'Ontario. Toutefois, je doute sérieusement que ce soit le genre de question à poser maintenant. Pour importante qu'elle soit, elle est d'ordre général et je ne pense vraiment pas qu'on puisse la poser à l'appel de l'ordre du jour.

LE CAMBODGE—L'ACTIVITÉ DE LA COMMISSION INTERNATIONALE DE CONTRÔLE

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. D. S. Harkness (Calgary-Nord): Monsieur l'Orateur j'aimerais demander au secrétaire d'État aux affaires extérieures s'il a lu la déclaration du secrétaire d'État des États-Unis qui est rédigée en ces termes:

Nous sommes vivement intéressés à la proposition mise de l'avant plus d'une fois, je crois, par le prince Sihanouk portant que la Commission internationale de contrôle devrait augmenter son personnel et ses moyens de façon à assurer la neutralité et l'intégrité du territoire du Cambodge.

J'aimerais aussi demander au secrétaire d'État aux affaires extérieures s'il a songé à envoyer au Cambodge à cette fin, une bonne partie du personnel de la Commission internationale de contrôle qui n'a pas suffisamment de travail à son poste actuel au Vietnam, ou s'il envisage des mesures en ce sens.

L'hon. Paul Martin (secrétaire d'État aux affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, mon honorable ami se souviendra que j'ai traité de cette question au comité des affaires extérieures. La proposition a été faite par le prince Sihanouk du Cambodge, mais on ne sait pas davantage si les membres de la Commission sont disposés à agréer la proposition tendant à accroître le rôle de la Commission. J'ai pris note de la déclaration du secrétaire d'État et nous avons eu des entretiens sur le sujet avec les intéressés.

L'hon. M. Harkness: J'ai une autre question à poser. Le ministre a-t-il conféré avec les autres membres de la commission mixte, l'Inde et la Pologne, au sujet de la possibilité de transférer une bonne partie du personnel au Cambodge, où il pourrait remplir des fonctions très utiles?

L'hon. M. Martin: Monsieur l'Orateur, je n'accepte pas la prémisse de mon ami. La question de savoir quel rôle la commission

pourrait remplir au Cambodge ne se pose-t-elle que si un appel à ses services, dans les circonstances actuelles, était conforme à l'Accord de Genève.

M. H. W. Herridge (Kootenay-Ouest): Monsieur l'Orateur, j'ai une question complémentaire à poser au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Lorsque, à sa conférence de presse du 27 mai, M. Dean Rusk a parlé de renforcer les effectifs de la Commission internationale de contrôle, proposait-il d'y envoyer des troupes militaires?

L'hon. M. Martin: Je ne le crois pas.

LA SÉCURITÉ DE LA VIEILLESSE

L'OPPORTUNITÉ DE LA MAJORATION DES PENSIONS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. J. E. Brown (Brantford): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Le gouvernement continue-t-il à étudier la possibilité d'augmenter l'aide accordée aux personnes bénéficiant d'une pension de vieillesse?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Cette question devrait être inscrite au *Feuilleton*.

L'EXCÉDENT DE LA CAISSE ET LA MAJORATION DES PENSIONS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, me permettez-vous de poser une question au premier ministre? Elle préoccupe un très grand nombre de Canadiens. En attendant des mesures permanentes, le gouvernement songera-t-il à utiliser l'excédent de la caisse de la pension de sécurité de la vieillesse pour augmenter les pensions proportionnellement au montant de cet excédent?

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. La question est de nature très générale et a trait à la politique générale. Elle ne peut donc être posée maintenant.

M. Knowles: A dix heures.

LA TÉLÉDIFFUSION

LES ANTENNES COLLECTIVES—LA MODIFICATION DES NORMES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. A. D. Hales (Wellington-Sud): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser ma question au